



Point de presse du mercredi 26 février 2003

Des combats persistent au nord-est de la RDC

La MONUC a reçu des informations faisant état de combats à Bunia et aux alentours de cette ville, a annoncé mercredi le Porte-parole du Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour la RDC, Hamadou Touré, au cours du point de presse hebdomadaire. Selon les mêmes informations qui restent à vérifier, les affrontements auraient eu lieu dans les localités d'Irumu, de Komanda et de Bogoro. *« Nos observateurs n'ont pu se rendre sur place pour confirmer ces informations, en raison de l'insécurité qui règne dans la zone. La situation est très tendue. Il faut tout faire pour trouver une solution »*, a-t-il dit. Il a souligné que c'est dans le cadre de la recherche de solutions que le Général Mountaga Diallo avait effectué dernièrement une mission à Bunia où il a rencontré M. Thomas Lubanga. *« Mais le dossier n'a pas enregistré d'évolution notable. La MONUC fait tout pour relancer la mise sur pied de la Commission de pacification de l'Ituri »*, a-t-il souligné.

Au sujet de l'Ituri, il a annoncé la suspension de tous les vols de la MONUC à Bunia, suite au tir qu'a essuyé un hélicoptère de la MONUC le 24 février dernier ; ils ne reprendront que lorsque les conditions de sécurité seront rétablies. Le Porte-parole a confirmé l'ouverture d'une enquête. *« Cela ne veut pas dire que nous avons interrompu les contacts avec M. Lubanga. Nous avons une équipe sur place qui est ouverte à toutes les propositions pouvant permettre la mise sur pied de la Commission de pacification de l'Ituri qui doit être précédée de la signature d'un accord de cessation des hostilités »*, a-t-il dit.

Par ailleurs, il a indiqué que *« les regards sont tournés vers Pretoria où se tiennent les pourparlers intercongolais, avec les travaux au niveau des commissions techniques. Il est paradoxal et même aberrant qu'au même moment il y ait encore des combats en RDC. La tragédie humanitaire s'amplifie. Les femmes sont victimes de viols de façon quotidienne. Mais ce ne sera pas dans l'impunité »*. Le Porte-parole a lancé un appel aux parties congolaises réunies à Pretoria pour qu'elles fassent preuve de sens politique afin de régler les questions encore pendantes du Dialogue Intercongolais.

La poursuite des combats à l'est et au nord-est de la RDC a également été dénoncée par le Secrétaire Général de l'ONU dans son treizième rapport sur la situation en République Démocratique du Congo, présenté mardi devant le Conseil de Sécurité. *« Ce rapport passe en revue la situation du pays sur les plans politique, militaire et*

humanitaire. Le Secrétaire Général a souligné la nécessité de mettre rapidement en place le nouveau gouvernement de transition. Il a souhaité que les travaux du Dialogue prennent fin afin que cessent les souffrances des populations épuisées », a rappelé M. Touré.

Répondant à une question sur la non-démilitarisation de Kisangani imputée par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD/Goma) à la MONUC, le Porte-Parole a tenu à souligner qu' « *il n'est pas juste de rendre la MONUC responsable de la non-démilitarisation de la ville. Elle a formé 200 formateurs de police et de nombreux officiers de police judiciaire. Cette formation n'est pas une condition. C'est une mesure d'accompagnement de la démilitarisation. La démilitarisation de Kisangani est inconditionnelle et doit être effectuée par le RCD/Goma, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité*», a-t-il martelé.
